

print

## Ukraine : Un autre point de vue américain sur l'affrontement Russie-États-Unis

De [Pierre Dubuc](#)

Global Research, septembre 19, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/ukraine-un-autre-point-de-vue-americain-sur-laffrontement-russie-etats-unis/5402971>

Au téléjournal de Radio-Canada, Céline Galipeau qualifiait de « provocation » le fait que des avions militaires russes aient survolé une frégate canadienne participant à des exercices militaires en Mer Noire. La vraie question est : qui provoque qui?

Un article de l'édition septembre/octobre 2014 de la revue Foreign Affairs répond à cette question en remettant à l'endroit ce qui est à l'envers.

Foreign Affairs n'est pas une publication à la solde de Moscou. C'est, au contraire, une des plus vénérables institutions traitant de la politique étrangère de la classe dirigeante américaine.

Dans un article intitulé « Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault », John J. Mearsheimer, professeur à l'Université de Chicago, soutient que l'origine de la crise est l'élargissement de l'OTAN, dans le cadre d'une stratégie visant à sortir l'Ukraine de l'orbite russe et de l'intégrer au camp occidental.

Il relate l'implication de l'Ouest dans les affaires intérieures de l'Ukraine depuis la Révolution Orange de 2004 jusqu'au renversement du président élu Viktor Yanukovych en février 2014. Il cite les propos de Victoria Nuland, l'assistante-secrétaire d'État américaine pour les affaires européennes et eurasiennes, qui a déclaré en décembre 2013 que les États-Unis avaient investi plus de 5 milliards de dollars pour que l'Ukraine ait « l'avenir qu'elle mérite ».

L'argent américain a transité par la National Endowment for Democracy – une société écran de la CIA – avant de se retrouver dans les coffres de plus de 60 projets de la société civile ukrainienne.

### La promesse faite à Gorbatchev

Le professeur Mearsheimer rappelle que les leaders soviétiques avaient accepté, lors de la Chute de Berlin, le maintien des forces américaines et de l'OTAN en Allemagne y voyant la garantie qu'une Allemagne réunifiée serait pacifique, mais s'étaient opposé à leur expansion à l'est.

Dans un autre article de la même édition de Foreign Affairs (A Broken Promise? What the West Really Told Moscow About NATO Expansion), la professeure Mary Elise Sarotte raconte, à partir de documents maintenant déclassifiés, les tractations entre les États-Unis, l'Allemagne et Gorbatchev.

De toute évidence, les États-Unis et l'Allemagne ont laissé entendre, dans un premier temps, à Gorbatchev que les troupes de l'OTAN ne seraient pas stationnées dans l'ancien territoire de l'Allemagne de l'Est et, surtout, que l'OTAN n'avait aucune visée expansionniste vers les pays de l'Est.

Le sénateur d'État américain James Baker avait même évoqué « un statut militaire spécial pour le territoire de l'Allemagne de l'Est ». Gorbatchev se contenta de garanties verbales, dans ce qui allait s'avérer un marché de dupes.

Finalement, Gorbatchev donna son accord à ce que l'Allemagne fasse partie de l'OTAN en échange de mesures destinées à lui permettre de sauver la face, soit une période de quatre ans pour le retrait des troupes soviétiques et quelques restrictions sur la présence des troupes de l'OTAN et des armes nucléaires sur le territoire de l'ancienne Allemagne de l'Est.

Gorbatchev reçut également 12 milliards de deutsche marks pour la construction d'habitations pour les soldats soviétiques et un autre trois milliards de prêts sans intérêt.

Les États-Unis avaient atteint leur but, tel que l'avait défini Robert Gates, alors conseiller à la sécurité nationale : « Achetons le départ des Soviets et que l'Allemagne paye la facture ».

Mary Elise Sarotte rappelle qu'un jeune officier du KGB, qui servait en Allemagne de l'Est, est alors retourné à Moscou plein d'amertume quant à la façon dont « l'Union soviétique avait perdu sa position en Europe ». Son nom était Vladimir Poutine.

### **L'expansion de l'OTAN**

Retournons à l'article de Mearsheimer. Bien entendu, les États-Unis ne respectèrent pas leur engagement. En trois rondes successives, 12 pays d'Europe de l'Est furent intégrés dans l'alliance militaire.

Puis, en avril 2008, l'OTAN a considéré la possibilité d'admettre en son sein la Géorgie et l'Ukraine. L'administration de George W. Bush y était favorable, mais la France et l'Allemagne s'y opposèrent sachant qu'une telle initiative serait perçue comme une provocation par la Russie.

Les Russes ne manquèrent pas de voir dans les « Révolutions de couleurs » (rose en Géorgie, puis orange en Ukraine) la main des États-Unis. L'invasion de la Géorgie en 2008 aurait dû dissiper, selon Mearsheimer, les derniers doutes sur la détermination de Poutine d'empêcher la Géorgie et l'Ukraine de rejoindre l'OTAN.

Dans l'esprit du professeur de l'Université de Chicago, il est clair que les États-Unis étaient derrière le coup d'État de décembre 2013 en Ukraine. Le sénateur républicain John McCain et Victoria Nuland ont participé aux manifestations anti-gouvernementales (tout comme d'ailleurs le ministre canadien John Baird).

Dans une conversation téléphonique interceptée et rendue publique, Mme Nuland plaidait pour un changement de régime et exprimait le désir de voir Arseniy Yatsenyuk devenir premier ministre. Ce qui fut fait.

Mearsheimer rappelle l'importance stratégique de l'Ukraine comme État-tampon pour la Russie, comme l'ont démontré historiquement les campagnes de Napoléon et d'Hitler. C'est de la Géopolitique 101. De la realpolitik.

Imaginez, écrit-il, la réaction de Washington si la Chine concluait une alliance militaire avec le Canada et le Mexique.

### **L'opinion de George Kennan**

Mearsheimer cite le réputé diplomate américain George Kennan, le père de la politique du « containment » face à l'URSS lors de la Guerre froide, qui déclarait dans une entrevue en 1998 après l'approbation par le Sénat américain de la première ronde d'expansion de l'OTAN à l'est :

« Je pense que les Russes vont éventuellement réagir de façon négative. Je pense que c'est une erreur tragique. Aucune raison ne justifie cette politique. Personne ne menace l'autre. »

Dans cette même entrevue, Kennan prédisait que l'expansion de l'OTAN provoquerait une crise et que les promoteurs de cette expansion déclareraient après coup : « On vous avait dit que les Russes étaient comme cela ».

Mearsheimer balaie aussi du revers de la main la théorie selon laquelle Poutine serait un nouvel Adolf Hitler et que toute entente avec lui serait une répétition de la politique de l'apaisement de Munich.

Selon Mearsheimer, rien ne laissait présager, avant le 22 février, que Poutine avait des visées sur la Crimée ou sur d'autres régions de l'Ukraine. Poutine a réagi devant la possibilité que l'Ukraine adhère à l'Europe, puis à l'OTAN, avec la possibilité d'une base navale de l'OTAN en Crimée. La Russie n'a pas les moyens, précise-t-il, de conquérir et d'annexer l'ensemble de l'Ukraine.

Les sanctions occidentales n'auront, selon lui, aucun effet sur la Russie. « L'Histoire nous démontre que les pays peuvent endurer d'énormes punitions dans le but de protéger leurs intérêts stratégiques », souligne-t-il.

### **Faire de l'Ukraine un État-tampon**

Quelle est la solution, selon Mearsheimer ? Que les États-Unis et leurs alliés abandonnent l'idée d'occidentaliser l'Ukraine et qu'ils aient plutôt pour but d'en faire un État-tampon entre l'OTAN et la Russie, comme l'était l'Autriche lors de la Guerre froide.

Bien entendu, les Ukrainiens vont proclamer leur droit à l'autodétermination. Mearsheimer leur répond que la triste vérité est que les droits abstraits sont sans grande signification lorsque la politique des Grandes Puissances est en jeu.

Mearsheimer cite l'exemple de Cuba. Est-ce que Cuba avait le droit de former une alliance militaire avec l'Union soviétique au cours de la Guerre froide? Les États-Unis croyaient certainement que non. Aujourd'hui, les Russes pensent la même chose à propos de l'adhésion de l'Ukraine à l'Ouest.

En terminant, Mearsheimer rappelle que les États-Unis ont besoin de l'aide de la Russie pour retirer leur matériel militaire d'Afghanistan par le territoire russe, de parvenir à un accord nucléaire avec l'Iran et de stabiliser la situation en Syrie.

Mais, surtout, que les États-Unis auront un jour besoin de la Russie pour contenir la Chine, alors que leur politique actuelle ne fait que rapprocher Moscou de Pékin.

Que conclure de cette leçon de realpolitik du professeur Mearsheimer dans Foreign Affairs? Qu'il y a des voix divergentes au sein de la classe dirigeante américaine à propos de la politique étrangère qui conseillent au président Obama : « Don't do stupid stuff ».

**Pierre Dubuc**

Copyright © 2014 Global Research